



12

SNUipp65 BP 841 65008 TarbesCedex

- Siège : École Jules Ferry Rue André Breyer à Tarbes
- Tel : 05 62 34 90 54 • Fax : 05 62 34 91 06
- Email : snu65@snuipp.fr • Site : <http://65.snuipp.fr/>

C'est décidé, cette année je me syndique au SNUipp65 : <http://65.snuipp.fr/spip.php?article59>

Chers collègues,

- Salaires dans la fonction publique, des mesures d'urgence maintenant !

Ces dernières années, dans un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail, le pouvoir d'achat des enseignants comme celui de l'ensemble des fonctionnaires, en activité ou retraités, n'a cessé de reculer.

Le point d'indice, qui sert de base de calcul aux salaires, est gelé depuis 2011. Le gouvernement n'envisage aucunement de revenir dessus alors que l'inflation s'établit à 2,1% en 2012 selon les derniers chiffres disponibles. Depuis 2000, cette diminution de la valeur du point d'indice atteint près de 12% ! Ainsi, actuellement seules les promotions d'échelon peuvent compenser cette perte de pouvoir d'achat (**pensez à nous retourner vos fiches promos**).

A cela se rajoute l'instauration d'une journée sans salaire sur chaque congé maladie (journée de carence), mesure injuste et inefficace mise en place par le précédent gouvernement sur laquelle il est urgent de revenir. Depuis la « réforme » des retraites de 2010, les cotisations salariales pour la retraite des fonctionnaires augmentent chaque 1er janvier, diminuant d'autant le revenu mensuel. Cette baisse correspondra à terme à une journée de salaire en moins par mois !

Les enseignants français payés très en-deçà de la moyenne

Le dernier rapport de l'OCDE, « Regards sur l'éducation 2012 » montre que le salaire des enseignants a diminué en valeur réelle de plus de 5% de 2000 à 2010, une exception mondiale avec le Japon ! Après 15 ans d'exercice, les enseignants français du primaire touchent près de 4000 euros de moins par an que la moyenne des enseignants des pays de l'OCDE, soit plus de 320 euros par mois !

La crise ne provient pas du niveau des salaires et des pensions, mais de la recherche, par une minorité, de profits toujours plus importants. Le déficit public provient d'abord des cadeaux fiscaux et des exonérations sociales. Les dépenses publiques ont montré leur

efficacité. Leur rôle « d'amortisseur social » était loué par tous en 2008, au début de la crise. La part des richesses reversées en salaires pour les agents de l'Etat ne cesse de diminuer, de 4,34% en 2000 contre 3,39% en 2010. Maintenir la part de 2000 aurait permis une hausse du point d'indice de 22% durant cette même période ! La baisse des traitements relève donc d'un choix politique et non d'une nécessité économique.

10% et 50 points d'indice pour tous !

Le SNUipp et la FSU exigent donc des mesures d'urgence pour tous les fonctionnaires : une hausse de 10% du point d'indice et une augmentation pour tous de 50 points (231 euros bruts mensuels).

- en pdf joint quelques éléments saillants du rapport du comité de pilotage pour la refondation de l'Ecole de la République

cordialement
joëlle noguère



Le service public d'éducation, nos métiers,
on les aime, *ensemble* on les défend !

